

La voix de l'Opposition de gauche

Thibault et Mailly s'en prennent à Chérèque qui a le tort de trop parler.

4 septembre 2012

Pour la CGT.

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a critiqué lundi sur RTL son homologue de la CFDT François Chérèque pour avoir prôné une baisse du coût du travail, comme "le Medef", a-t-il souligné.

Interrogé sur les propos de M. Chérèque, M. Thibault a rétorqué: "*c'est ce que dit aussi le Medef et nous avons une différence de diagnostic*".

Dans un entretien au Journal du Dimanche, François Chérèque a préconisé de "*baisser le coût du travail*" -- "*facteur de perte de compétitivité*" -- "*en transférant une partie des charges sur la CSG, sans toucher le pouvoir d'achat*".

Bernard Thibault a "*récusé le fait que la crise économique, la crise sociale, le niveau du chômage s'expliquent principalement par des salariés qui en France coûteraient trop cher ou bénéficieraient d'une législation sociale, en matière de temps de travail par exemple, trop rigide, selon les employeurs*".

"*Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi*", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas "*le débat sur la compétitivité*" mais n'allait "*pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments*".

Il rejette la flexibilité "*qui se fait dans tous les pays européens*" -- "*le chômage n'a jamais été aussi important*" -- et met en cause "*le sous-investissement dans les entreprises*" ainsi que le "*sous-engagement dans la formation professionnelle*".

Evoquant une "*situation dramatique*" alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'"*il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences*".

Il y a également "*entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi*", a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault, comme Mailly ou Chérèque, parce que sur cette question ils tiennent exactement le même discours, récusent que le coût du travail serait trop cher en France, alors que c'est la réalité dans une économie mondiale où les travailleurs du monde entier sont en concurrence les uns avec les autres. Qu'est-ce que cela signifie au juste ?

Ils nient la réalité, dès lors tous leurs arguments confinent à l'impuissance, sont incohérents et ne peuvent pas être pris au sérieux par les travailleurs. Mieux encore, ils favorisent leur division, les laissent perplexe, c'est leur objectif, afin d'une part qu'ils estiment qu'il n'y aurait aucune issue à la

crise du capitalisme, et que d'autre part, ils ne trouvent pas la force ou la voie pour se mobiliser massivement contre le régime.

Ils tiennent un discours social-patriotique, la solution à la crise du capitalisme serait franco-française dans le cadre du régime existant qu'ils ne combattent pas, pour cette raison aussi, le gouvernement doit venir en aide aux industriels et patrons en contrepartie de mesures sur l'emploi, ce que tous les gouvernements n'ont cessé de faire depuis des décennies avec le succès que le résultat que l'on sait, entre 5 et 7 millions de chômeurs en échange des quelque 200 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales en 20 ans, alors qu'il faudrait tenir un langage internationaliste en avançant la nécessité d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, et à commencer en France par exproprier banquiers et capitalistes des 2.000 grandes entreprises sans indemnité ni rachat évidemment.

Pour la CGT-FO.

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a lancé lundi une charge contre son homologue de la CFDT, François Chérèque, dont l'analyse "*s'inscrit dans le social libéralisme*" et il s'est dit en "*divergence de fond*" avec lui sur la question du "*coût du travail*".

La CFDT "*sur le plan de l'analyse économique, s'inscrit depuis très longtemps dans ce qu'on appelle le social-libéralisme*" et "*ne veut jouer qu'à la marge sur les politiques économiques*", a affirmé M. Mailly sur BFM Business. "*C'est une divergence de fond*", a-t-il dit.

"*Le problème numéro un de la compétitivité n'est pas un problème du coût du travail*" et "*je ne vais pas dire, en tant que leader syndical, qu'il faut abaisser le coût du travail*", a-t-il dit, alors que François Chérèque avait évoqué ce coût comme facteur de perte de compétitivité.

"*Sur l'analyse de la compétitivité nous avons une opposition d'analyse*" avec la CFDT, a insisté le leader de FO et donc "*nous allons nous trouver sur des oppositions dans les solutions*". "*Cela ne va pas simplifier la négociation*" qui doit s'ouvrir sur la sécurisation de l'emploi, selon lui.

Pour M. Mailly, la CFDT "*veut être l'interlocuteur privilégié*" du gouvernement et cherche ce statut "*de manière permanente*". "*Moi, au titre de FO, je ne cherche pas à être l'interlocuteur privilégié*", a-t-il dit.

Selon lui, dans la lettre de cadrage du gouvernement pour les négociations attendue le 10 septembre, "*il n'y aura pas le terme de flexibilité, mais peut-être d'adaptabilité*".

"*Je suis pragmatique, j'attends le document*", a affirmé M. Mailly qui a réitéré: "*si cette négociation a lieu, on sait d'ores et déjà qu'elle sera très difficile*". (AFP 03.09)

Et cela continue, depuis le 6 mai ils sont tous en train d'attendre de voir quelle va être l'orientation politique du gouvernement... Pour rappel, ils avaient tenu le coup ainsi de mai 1981 à décembre 1995.

Ils vont "*négozier*" sur le terrain du patronat, ils s'en défendent bien sûr. Nous ne sommes pas dupes, par ces sorties Thibault et Mailly répondent d'avance aux accusations de collusion avec le Medef qui fuseront à l'issue de leur prochain sommet avec le patronat et le gouvernement.

La méthode est éculée, usée jusqu'à la corde : comment nous avons dénoncé publiquement le jeu de Chérèque et vous nous accusez d'en faire de même, franchement, si tel était le cas on se serait abstenu de vous mettre sur la voie en attaquant Chérèque, et le tour est joué.

Allons plus loin.

Mailly accuse Chérèque de produire une analyse qui "*s'inscrit dans le social libéralisme*", c'est juste, on ne dira pas le contraire. Mais Mailly, que fait-il de son côté, Thibault est sur la même ligne, il veut nous faire croire que des réformes sociales ou des mesures sociales progressistes pourraient être adoptées par le gouvernement, ignorant que la situation sociale en France est le produit de l'offensive lancée par l'oligarchie financière à l'échelle mondiale contre le prolétariat depuis le début des années 90, il nie le caractère mondial de la crise du capitalisme, ils nient le développement de la division internationale du travail dans pratiquement tous les secteurs de l'économie depuis cette époque qui contribue en permanence à tirer vers le bas le coût du travail, ils occultent que le gouvernement serait à la solde de l'oligarchie financière via l'UE, il nie que Hollande et son gouvernement seraient les représentants du capital et qu'ils gouvernent la société pour satisfaire les besoins exprimés par les capitalistes qui sont les maîtres du monde.

Finalement Mailly veut nous faire croire que le réformisme serait encore d'actualité, alors que tous les facteurs s'inscrivent en faux contre cette analyse. Il occulte le fait que le gouvernement est sous la coupe des banquiers et des marchés, que les économies des Etats de l'UE dont la France sont désormais placées sous leur contrôle, que le capitalisme français ne peut prétendre à conserver sa place sur le marché mondial qu'en emboîtant le pas des pays qui ont abaissé leur coût du travail et accru la flexibilité du travail, il se place sur le plan idéologique du capitalisme qui a eu cours jusqu'au début des années 70 et auquel correspond le réformisme, ennemi de l'émancipation du capital et du socialisme. Chérèque est à Copé ou Sarkozy, ce que Mailly est à Fillon ou à Chirac pour résumer.

Mailly vit dans un monde (imaginaire) qui n'existe plus et qu'il s'emploie à vouloir faire renaître de ses cendres, résultat : l'impasse, la paralysie, l'adaptation au capitalisme puisqu'il ne peut pas concevoir son dépassement. Pour Mailly, la prise de contrôle de l'économie mondiale par l'oligarchie financière est une fable.

Nous, nous partons de la réalité, nous ne cherchons ni à la nier ni à la contourner, nous estimons que c'est le meilleur moyen pour aider les travailleurs à en prendre conscience pour qu'ils s'organisent pour l'affronter. Notre démarche s'inscrit dans la perspective d'un affrontement général entre les classes, Mailly qui en a horreur cherche à concilier l'inconciliable pour l'éviter, ce qui le conduit à s'adapter au régime, à négocier ce qui n'est pas négociable, à s'asseoir à la même table que nos bourreaux dont il légitime par avance les mesures antisociales par sa seule présence. Cela vaut pour tous les dirigeants syndicaux.